

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 199
JEUDI 4 OCTOBRE 1973

Un seul responsable de la hausse des prix,

LE SYSTEME CAPITALISTE

Les flots de paroles déversés par la bourgeoisie monopoliste, que ce soit en 1973 ou avant, ne peuvent cacher la réalité concrète de la vie de la classe ouvrière, des masses populaires.

Nous sommes un peu habitués aux différentes déclarations des « pontifes » du gouvernement, tel le ministre de l'économie et des finances Giscard d'Estaing en janvier 1971 « **L'économie française est engagée sur la pente de la croissance...** », ou, en octobre 1972, à la tribune du cirque parlementaire, « **La France a une croissance économique exceptionnelle** ».

Mais cette croissance économique exceptionnellement favorable ne profite qu'à certains, toujours aux mêmes, aux exploités qui remplissent leurs poches en imposant à la classe ouvrière des salaires de misère, des cadences de plus en plus infernales, des conditions de travail toujours aussi lamentables, des licenciements, le chômage.

C'est de la sueur, du sang de la classe ouvrière — travailleurs français — travailleurs immigrés — que les vampires capitalistes remplissent leurs coffres-forts, ce qui ne les empêche pas de prétendre, hier comme aujourd'hui, que l'inflation est due aux « **augmentations de salaires excessives** » (Conférence de presse de Pompidou du 9 janvier 1973).

Le 24 juin 1971, Pompidou déclarait déjà : « **Cette hausse des prix actuelle, une de ses causes principales, c'est la hausse des salaires.** »

Et c'est encore le même Pompidou, ex-directeur de la banque Rothschild, qui déclare, lors de la conférence de presse du 27 septembre 1973 : « **Je ne cherche pas à l'étranger des modèles...** », « **nous risquons d'être obligés à un moment donné d'agir avec beaucoup de fermeté.** » Puis, se référant quand même à l'étranger, il enchaîne qu'il faut « **faire admettre aux Français ce qu'on appelle une politique de blocage des prix et des salaires... qui n'a d'ailleurs pas très bien réussi... aux Pays-Bas... en Grande-Bretagne** ».

Mais qui pratique la hausse des prix ?

C'est le gouvernement subordonné aux monopoles et personne d'autre. Les dernières augmentations du prix du pain, du lait, des produits alimentaires, de l'habillement, de l'assistance publique, de la taxe de l'O.R.T.F., de la vignette auto, de l'essence, du téléphone, des loyers, etc., ont été décidées par le gouvernement. C'est une véritable tempête sur les prix que nous avons déjà dénoncée dans nos colonnes, c'est de fait une augmentation des prix de plus de 10 % et peut-être davantage qu'il faut enregistrer pour cette année. Lorsque les travailleurs, les ménagères font leurs achats, le panier se trouve de moins en moins garni « pour renouveler leur force de travail ».

En portant le S.M.I.C. de 5,20 F à 5,32 F au 1^{er} octobre, l'Etat des monopoles n'a accordé qu'une aumône.

Cela ne fait pas le compte ! Pas plus d'ailleurs que l'augmentation semestrielle de 3 % accordée par « **habitude** » aux salariés. De plus, l'écart des salaires les plus bas ne fait que se creuser.

Les 100.000 à Besançon :



Fotolib

" S'il le faut, on reviendra ! "

La classe ouvrière sait par expérience que c'est dans la lutte contre classe que s'arrachent les revalorisations de salaires nécessaires pour conserver un pouvoir d'achat modeste.

Non ! Monsieur Pompidou, la classe ouvrière qui se dégage de plus en plus de l'influence du révisionnisme moderne et du réformisme, n'est pas prête à baisser les bras, mais au contraire à accentuer son combat de classe. Les travailleurs de Lip et de toute la France l'ont bien montré samedi dernier à Besançon !

En renouant avec les traditions de lutte du mouvement ouvrier, avec des formes de luttes

appropriées, décidées en assemblée générale, la classe ouvrière, en réalisant l'unité à la base et dans l'action, lutte pour ses intérêts immédiats. Classe contre classe, avec le soutien des autres masses populaires.

Chaque jour, la classe ouvrière s'émancipe dans l'action et connaît mieux ce qu'est l'Etat bourgeois, qui lui envoie ses C.R.S., dans les usines, pour sauvegarder les intérêts de classe du patronat exploiteur.

A bas le capitalisme, fauteur de vie chère, d'exploitation et d'oppression ! !

Vive le socialisme libérateur !

Menace soviétique en Méditerranée

Si après la deuxième guerre mondiale la Méditerranée fut dominée par l'impérialisme américain, d'importants changements se sont produits depuis et se poursuivent : la flotte soviétique a pénétré la région et la dispute aux U.S.A. pour l'hégémonie totale. Ce fait constitue un grand danger pour les peuples des pays riverains, y compris pour ceux du sud de l'Europe occidentale.

Bien que l'Union soviétique n'ait pas de côte sur la Méditerranée, ses navires de guerre y ont pénétré pour la première fois en 1964 ; on comptait 12 bâtiments en 1965, et actuellement plus de 50, dont en permanence un croiseur porte-hélicoptères, un croiseur classique, deux croiseurs lance-missiles, treize sous-marins et une vingtaine de bâtiments logistiques. Parallèlement la qualité des bâtiments s'est élevée, et on peut en voir d'ultra modernes comme le croiseur lance-missiles *Nikolaïev*, arrivé dans la région en mars 1973. Avec la possession de porte-avions (actuellement en construction) et le soutien de sa flotte de mer Noire, la marine soviétique en Méditerranée dépassera la VI^e Flotte U.S. Cette augmentation de la puissance de feu s'accompagne d'un important effort logistique et d'une intensification de l'entraînement. Pour le ravitaillement et les réparations, le social-impérialisme soviétique obtient des bases navales, par pression sur les pays de la région. Il cherche à tout prix des bases aériennes, en particulier pour la couverture aérienne de sa flotte. Début 1967, alors que le rapport de forces était nettement en faveur de l'impérialisme américain, Brejnev, voulant se faire passer pour un adversaire de la présence de flottes étrangères en Méditerranée, demanda aux Etats-Unis : « Pour quelle raison la VI^e Flotte américaine croise-t-elle dans la Méditerranée et se sert-elle des bases militaires, ports et postes de ravitaillement de beaucoup de pays méditerranéens vingt ans après la seconde guerre mon-

diale ? » On peut lui retourner la question maintenant.

La menace par mer

Si les superpuissances se livrent à une lutte sévère en Méditerranée comme sur les océans, c'est que la maîtrise maritime est un facteur stratégique dans leur politique d'hégémonie mondiale. Tout d'abord, évidemment, pour appuyer leurs flottes de pêche qui pillent les ressources maritimes à la limite ou dans les eaux territoriales de petits pays et s'exposent ainsi à la juste réaction de défense de ces derniers.

Ensuite, parce que le contrôle du trafic maritime leur permet une ingérence directe dans les affaires des pays commerçants. Dans le cas de la Méditerranée, un enjeu de taille est la surveillance des voies d'acheminement du pétrole du monde arabe vers les pays occidentaux pour qui une rupture de l'approvisionnement serait une catastrophe.

Egalement parce qu'au large des côtes, les flottes peuvent se livrer officiellement à des activités subversives : étude des fonds pour repérer d'avance les endroits où les sous-marins pourront éventuellement venir se cacher ; amélioration des systèmes de transmission radio dans leurs liaisons avec leurs états-majors ; étude de la profondeur, de la température et de la salinité de l'eau qui jouent dans les possibilités de détection de sous-marins et de liaisons avec l'extérieur ; écoute des communications radios des navires de guerre du pays qu'ils côtoient, surveillance de leurs manœuvres et de leurs ports. La rade de Brest, d'où partent les sous-marins lanceurs d'engins nucléaires français, est ainsi sous contrôle constant. Et il arrive de voir des unités soviétiques se placer entre les P.C. à terre et les navires pour suivre sur radio le déroulement de leurs exercices. Ajoutons que les



superpuissances testent les défenses maritimes des pays riverains en faisant pénétrer des unités dans les eaux territoriales, et déterminent ainsi le système de défense, ses points forts et faibles et les possibilités de riposte du pays en question ; le jour éventuel d'une attaque, on sait d'avance où porter ses coups. Une quinzaine de sous-marins nucléaires seraient ainsi en permanence au large des côtes françaises, et un sous-marin soviétique s'est fait surprendre l'an dernier au large de Toulon. Brejnev nous dira-t-il qu'il s'agissait d'un pur geste d'amitié envers le peuple français ?

Les navires soviétiques profitent de visites « amicales » des ports et bases navales pour faire du renseignement. C'est là un fait de notoriété publique. Les missions d'espionnage sont même attribuées à des cargos ou des bateaux de pêche. Comment se fait-il que les flottes de guerre soviétiques soient inséparables de chalutiers « très spéciaux » équipés d'appareils de mesures les plus divers ? Et que cette flotte « de pêche » ait doublé en dix ans (plus de 4 000 bateaux soviétiques dans le monde actuellement) en même temps que la flotte de guerre croissait de façon spectaculaire ? Le 21 août de cette année, un « cargo » soviétique est entré dans le port de Varberg, en Suède. Il déclarait 40 marins, mais les autorités suédoises y ont découvert en plus 75 cadets navals pratiquant « l'exercice de navigation » ; le bateau était en plus doté d'installations techniques avancées dont des appareils électroniques pouvant être utilisés pour l'espionnage. Il a été expulsé à juste titre. Est-ce là une politique de détente, M. Brejnev ?

Enfin, bien que la navigation en haute mer soit libre, la présence d'armadas, même loin des côtes, représente une menace militaire directe pour le territoire national des pays riverains. Avec le progrès scientifique et technique, les moyens d'agression par mer se sont multipliés largement au-delà des débarquements de commandos ou d'effectifs plus importants, du canonage des côtes et des attaques par l'aviation embarquée. Les sous-marins à propulsion nucléaire (dits « sous-marins d'attaque », à ne pas confondre avec les sous-marins lanceurs d'engins balistiques), capables d'opérations de longue durée et difficilement repérables, peuvent se tapir plus ou moins loin des côtes et émerger, le moment venu, pour lancer un missile surface-surface, nucléaire ou non. L'U.R.S.S. possède quarante sous-marins de ce type qui rôdent dans le monde. La portée maximale des missiles dont ils sont équipés est de l'ordre de 650 kilomètres et la précision (avec autoguidage) de quelques mètres ! Les mêmes engins peuvent être tirés à partir de navires et la flotte soviétique en Méditerranée en est de plus en plus équipée.

De même, les sociaux-impérialistes soviétiques cherchent à obtenir des bases aériennes dans la région, ce qui permettrait d'élargir le rayon de leur menace. En particulier, même

avec leurs « vieux » bombardiers actuels, ils seraient ainsi capables d'atteindre l'Europe occidentale en se contentant de survoler la mer, c'est-à-dire sans avoir besoin de violer un espace aérien quelconque et avec de moins grandes possibilités de se faire repérer. Les bombardiers peuvent d'ailleurs lancer un missile loin des côtes qui atteindra néanmoins son objectif avec précision.

Voilà ce que représente la présence de la flotte soviétique au large de nos côtes. Est-ce la « sécurité » ou une menace ? « La détente internationale » ou la diplomatie de la canonnière ?

Opposition des pays riverains

Géographiquement, la marine soviétique étend son activité en Méditerranée du bassin oriental au bassin occidental. Ce qui a conduit l'état-major militaire français à effectuer les manœuvres nationales de 1971 en Provence, avec pour thème la lutte contre un débarquement ennemi. Les manœuvres suivantes, celles de juin 1973, ont préparé également à la défense contre une agression par mer, mais sur la façade atlantique de la France, où la flotte soviétique se manifeste, comme partout ailleurs, de plus en plus souvent.

Depuis l'usurpation du pouvoir par les révisionnistes en Union soviétique, ce pays se comporte à l'étranger comme une puissance impérialiste. En Méditerranée, il fait tous les efforts pour pénétrer la région, installer des forces militaires, accéder aux sources de matières premières, conquérir des marchés, obtenir des pays méditerranéens l'alignement politique sur lui et en définitive les mettre en coupe réglée. Quand l'hypocrisie, le chantage ou les démonstrations de force ne suffisent pas, il compte pour renverser les gouvernements, comme il l'a tenté au Soudan. Un responsable de la marine soviétique a déclaré : « Ce dont nous rêvions depuis un siècle est enfin devenu réalité. » N'était-ce pas reconnaître que les maîtres du Kremlin ne font que poursuivre la politique des tsars dans cette région du monde ?

La lutte que mènent les sociaux-impérialistes soviétiques à l'impérialisme américain pour lui ravir la domination de la Méditerranée est à l'origine de la tension dans cette région. Elle provoque une vive inquiétude et un profond mécontentement des pays riverains, dont beaucoup ont demandé le départ des flottes étrangères, et s'en sont fait l'écho à la dernière conférence des pays non-alignés à Alger. Certains ont pris des mesures pour sauvegarder leur indépendance nationale ; en particulier l'Egypte a expulsé les troupes et « conseillers » soviétiques de son territoire il y a quinze mois. On peut être assuré que la lutte des peuples et pays méditerranéens contre l'hégémonie de grande puissance, en particulier contre la menace croissante soviétique, connaîtra un nouvel essor et que les plans d'hégémonies seront mis en pièces.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.





sur un vieux proverbe

Tout le monde connaît le vieux proverbe français : « L'Union fait la force », et chacun d'ailleurs a pu en vérifier personnellement la valeur. Pourtant, depuis quelques années, en matière de syndicalisme, c'est une opinion contraire qui semble prévaloir. Tout au moins à l'échelon des directions nationales.

Chacun a pu constater que par exemple dans le secteur public, et à peu près régulièrement tous les ans, des grèves sont déclenchées à la S.N.C.F., dans les P.T.T., à l'E.D.F., etc.

L'année dernière quelqu'un a pu dire que la grève de novembre pourrait s'appeler « grève des chrysanthèmes » et cette qualification était déjà pour lui toute une philosophie.

Les faits devaient amplement lui donner raison même lorsqu'il ajoutait « On vote en mars, la grève baisse ».

Ce qui se produit depuis déjà de nombreuses années se renouvelle en cet automne. Et cela d'autant plus « qu'on vote en septembre » et que par conséquent, « la grève doit baisser aussi ».

Débrayages chez les cheminots, prochaine journée nationale dans la fonction publique, demain... qu'en sait-on.

Ça remue mais ça ne converge pas. C'est comme si avec une loupe vous vouliez allumer un tas de paille et que vous remuez tout le temps le bras. Impossible bien sûr.

Or, si dans votre section syndicale vous proposez timidement la convergence des actions, il vous sera très souvent répondu : « C'est impossible ! Chaque catégorie a ses problèmes particuliers qui ne peuvent être posés qu'à des dates particulières. »

Cette réponse n'est pas valable et voici pourquoi : Certes chaque catégorie de travailleurs a des problèmes qui lui sont propres mais cela n'empêche nullement de faire converger les actions. D'ailleurs que constate-t-on dans la pratique : Que par exemple les cheminots débrayent aujourd'hui, les postiers huit jours après, les autres fonctionnaires avec un léger décalage d'une semaine. Qui peut oser affirmer que cheminots, postier, instituteurs, employés des hospices, employés de banques, mineurs ne peuvent pas coordonner leurs actions à l'échelon national pour organiser un débrayage tous ensemble en même temps ?

Si chacun s'interroge sur cette affaire il sera amené à se poser intérioritément la question suivante : Qui a intérêt à la divergence ? Qui refuse de tenir compte du vieux proverbe : « L'union fait la force » ?

La réponse viendra alors toute simple : C'est la grande bourgeoisie qui tremble dès que l'on parle d'action de masse. Mais ce sont aussi ceux qui ont dévoyé le syndicalisme pour en faire un appareil de collaboration de classe. A nous d'en tirer les conclusions.

Thierry MARTIN

Cerisay (Deux-Sevres)

LE PATRON REFUSE MEME D'APPLIQUER LA LEGALITE CAPITALISTE

La lutte des ouvrières de l'usine de confection Cousseau se poursuit ainsi que sa popularisation.

Une manifestation de soutien aux ouvrières en lutte a rassemblé quelque 2 000 personnes pour soutenir la lutte des 95 ouvrières et exiger la réintégration de la déléguée C.F.D.T. Ce jour, 22 septembre, à l'occasion du rassemblement, les ouvrières en lutte ont occupé pendant deux heures le hall de la mairie de Cerisay.

D'autre part, le tribunal civil de Bressuire a condamné le 24 septembre le patron Cousseau à réintégrer

Mme Thérèse Albert, déléguée CFDT, qui avait été mise à pied, puis licenciée.

Le jugement du tribunal est assorti par une astreinte de 200 francs par jour de retard si le patron Cousseau ne réintègre pas la déléguée C.F.D.T. Jusqu'à ce jour, le patron refuse l'application de la décision du tribunal.

Pendant ce temps les ateliers clandestins poursuivent la fabrication des chemisiers « Pil » pour soutenir leur camarade.

Onaing (Nord)

CONTRE LES LICENCIEMENTS, GREVE AVEC OCCUPATION

La direction de la société Venot-Bit, qui fabrique des éléments de grands ensembles de puits et de bâtiments, située à Onaing, près de Valenciennes, a annoncé le licenciement de quatre-vingt-dix travailleurs.

A la suite de cette décision de la direction, les métallos au nombre d'un millier se sont réunis en assemblée générale le vendredi 27 septembre et ont décidé la grève avec occupation pour s'opposer à tout licenciement.

Tollec et Morinay

GREVE VICTORIEUSE contre la répression, les licenciements

Depuis plusieurs mois, la direction du bureau d'étude béton armé Tollec et Morinay, à St-Herblain, banlieue de Nantes, parallèlement à diverses mesures à l'encontre des intérêts du personnel, tentait de mettre en place un nouveau système de fiches en vue de contrôler étroitement les dessinateurs, de les diviser et les associer — dit un communiqué syndical — « à la recherche d'une productivité accrue qui se fait à son détriment ».

En juillet, l'ensemble des dessinateurs signalait une pétition dénonçant cette nouvelle mesure et affirmant leur intention de ne pas remplir ces fiches.

Vendredi 7 septembre, immédiatement après les congés, le personnel déposait un cahier de revendications où figurait la demande de retrait des fiches et qui exigeait par ailleurs une augmentation immédiate de 150 F uniforme pour tous, un salaire minimum de 1 500 F (il était jusqu'ici de 1 270 F), la cinquième semaine de congés payés, une augmentation de la part patronale dans le prix des repas, le réajustement de la prime de vacances.

Dès le lundi 10, la direction contre-attaquait, isolant les délégués C.F.D.T. et les sommant de remplir les fiches sur le champ sous peine de mise à pied immédiate pour refus d'obéissance. Devant le refus de ceux-ci de se plier à un tel chantage, la direction mettait ses menaces à exécution. Les deux délégués étaient mis à pied ainsi qu'un autre dessinateur. Une demande de licenciement était de plus déposée à l'encontre d'un délégué, auprès de

l'Inspection du Travail. Dans les minutes qui suivirent, l'ensemble des dessinateurs se mettait en grève spontanément. Tous reçurent une lettre de menace de sanction pour abandon de poste, ce qui ne fit que renforcer leur détermination.

Pendant une semaine entière, les patrons se virent contraints de discuter à contre-cœur avec les délégués sanctionnés. Devant la détermination du personnel de voir aboutir ses revendications et de voir réintégrer ses camarades quitte à ce que la grève se prolonge, la direction finissait pas céder. Le lundi 17 septembre, après bien des tergiversations, l'ensemble des revendications salariales étaient satisfaites, la cinquième semaine obtenue, la part patronale dans le prix des repas augmentée. Les patrons s'engageaient de plus en plus à n'utiliser les fiches qu'à des fins de gestion à l'exclusion de toute utilisation contre le personnel.

Après une semaine de grève, la première de leur vie pour la plupart (à l'exclusion de mai 1968), l'ensemble des dessinateurs reprenait le travail avec ses délégués, les sanctions étaient annulées.

Cette grève, aussi modeste soit l'importance de l'entreprise, témoigne de la prise de conscience par des masses de plus en plus larges de salariés de l'exploitation toujours plus accrue et de leurs forces quand elles sont unies pour faire échec au patronat.

Correspondant H.R.

F.M.O. (Saint-Nazaire et Nantes)

LA GREVE CONTINUE

Les travailleurs de l'entreprise « Fers et Métaux de l'Ouest » (F.M.O.) sont en grève depuis le 18 septembre au matin.

Les travailleurs horaires et mensuels ont décidé la grève illimitée pour l'obtention des revendications suivantes :

1° Adhésion à une convention collective nationale ;

2° Augmentation des salaires : horaires 1,20 F de l'heure, mensuels 250 F ;

3° Le treizième mois pour tous.

Les propositions patronales du 20 septembre, qui ne représentaient que des miettes, ont été refusées par l'ensemble des grévistes, les jugeant insuffisantes.

Pour faire pression sur les travailleurs, le patronat a rompu pendant un moment les négociations. Mais les cent ouvriers et employés de Saint-Nazaire ainsi que les quatre-vingts de Nantes sont bien décidés à poursuivre leur grève jusqu'à satisfaction de leurs justes revendications.

Les travailleurs de Saint-Nazaire et de la filiale Atlantique-Distribution ont manifesté dans les rues de la ville et se sont rendus à la mairie, tenue par un socialiste, mais sans illusion sur le social-démocrate.

De nouvelles propositions patronales sont faites le 24 septembre qui accordent le treizième mois au bout de cinq ans !!! La demande d'adhésion à une convention collective nationale, l'augmentation des salaires pour rattraper les autres industries n'ont pas encore satisfaction.

Actuellement, les salaires horaires et mensuels sont de 5,50 F à 7,15 F et de 927 F à 1 800 F mensuels, cadres non compris.

Jusqu'ici il n'y avait jamais eu de grève importante. Souvent une dizaine, une vingtaine de grévistes et

ils reprenaient le travail sans rien obtenir.

Aujourd'hui, les choses ont changé, les ouvriers et employés sont unis dans la lutte. Un ouvrier m'a déclaré : « Maintenant que l'on a commencé, c'est pas maintenant qu'on va laisser tomber ».

Tous les ouvriers et employés sont bien décidés à aller jusqu'au bout, jusqu'à la satisfaction des revendications.

Mais qui est Fers et Métaux de l'Ouest ?

C'est une entreprise où les ouvriers sont surtout occupés à la récupération des métaux, sur les chantiers principalement, 80 % environ ; et aussi la livraison des bouteilles de Butagaz.

Dans l'autre filiale Atlantique-Distribution, c'est aussi la livraison des bouteilles de gaz à usage domestique et du fuel.

De temps à autre, il faut démonter des grues pour la récupération. Un des ouvriers qui s'occupe du démontage m'a dit : « Il n'y a aucune sécurité et comme les grues ne sont pas récentes, ils ne savent plus comment elles ont été montées ». D'autre part, il ne touche aucune prime de risques.

En allant à Certe, là où sont les bureaux et une partie du stock des bouteilles de gaz, là où se réunissent les grévistes, j'ai appris que pendant toute une journée les grévistes d'Atlantique-Distribution ont bloqué du côté de Donges un camion de Butagaz.

Les grévistes sont décidés à sortir victorieux de cette lutte.

Le patron peut payer !

Le patron cédera !

Un lecteur de l'« Humanité-Rouge ».

AFFICHEZ H.R.

P.T.T. (Austerlitz)

LE SCANDALE DE L'INFIRMERIE

L'Etat-patron, si empressé à recourir à sa sacro-sainte légalité casquée et bottée contre les camarades de Lip, se montre beaucoup moins scrupuleux dans les P.T.T. quant à l'application du travail conquise par nos salariés ; moins scrupuleux encore, quant au respect de la personne humaine des travailleurs.

Sans même parler ici des conditions de travail se dégradant sans cesse (cadences, bruit, poussières non-ventilées, froid sur les quais...), on saura que depuis son entrée en service, il y a plus de dix ans, le centre ne possède pas d'infirmier ! (théoriquement obligatoire dans les entreprises commerciales de plus de 500 salariés). Simplement, depuis six mois, une parcimonieuse et dérisoire armoire de pharmacie par service, avec quasi-seulement coton et eau oxygénée. Et ce, soulignons-le, dans un établissement de plus de 2 500 travailleurs, où la monotonie, le roulage des Fenwicks et chariots rendent les accidents très fréquemment possibles, en dehors des indispositions et malaises naturels nécessitant des soins immédiats. Lorsque la chose se produit, on doit faire appel à Police-Secours, comme l'on sait, pas toujours très pressée. Entre

temps, adienne que pourra au malade ou au blessé.

Hier encore, une femme s'est évanouie devant son casier de tri à la banlieue, et n'a pu recevoir de soins qu'à l'hôpital, trois-quarts d'heure après. Et, il y a deux mois, un préposé de dix-neuf ans est mort sur un tas de sacs en « attendant que ça se passe ».

« Imprévisible, accident cardiaque », s'est justifiée la direction. Voilà un « cardiaque » fort opportun pour vous laver de votre responsabilité, vampires de l'administration qui avez osé plusieurs fois répondre à la revendication de l'infirmier par l'« argument » du manque de crédits, alors que seul notre travail engraisse, vous et les trusts, à qui sont bradés les P.T.T.

Certains parlent de « négligence ». Nous disons, nous : Non, logique du profit et assassinat. Il est temps que face à cette cruciale exigence, nous comprenions que les pétitions et audiences syndicales chez le chef de centre ne suffisent pas : notre santé, voire notre vie, sont en jeu : en comptant sur nous-mêmes, il faut agir vite, tous, et fort !

Correspondant H.R. (P.T.T.)

Les conditions de travail des cheminots d'Avignon

A Avignon, du côté de Champfleury, on manque de personnel et les conducteurs doivent descendre de leur machine pour s'aiguiller eux-mêmes ! Mais l'autre jour, les cheminots désherbaient la voie... à la main, sans même un outil... Paraît-il, le chef de secteur avait fait une tournée et avait trouvé que « toutes ces touffes d'herbe, ça fait sale ».

Le long de la même voie, des ouvriers travaillent dans des bâtiments crasseux, avec des w.c. sans

eau. Le chef de secteur trouve-t-il que « ça fait propre » ? Ou bien pense-t-il que « c'est bien assez bon pour des ouvriers » ? Ces ouvriers qu'il fait travailler comme les esclaves du temps des Romains : sans désherbant, et même sans outil !

Mais, de même que les Romains ont été balayés de la scène historique, le moment se rapproche où les travailleurs balayeront les cadres esclavagistes et deviendront les maîtres dans leur pays.

Un lampiste rouge.

A Guérande

Une grève victorieuse

Aux Ateliers de Chaudronnerie et de Tôlerie de l'Ouest à Guérande le patron a dû céder à la lutte des 50 ouvriers.

Depuis plusieurs semaines les travailleurs désiraient que le problème de leur classification soit résolu. Le patron de l'A.C.T.O. embauchait les ouvriers comme O.S. et les maintenait comme tels alors que dans toute la région un titulaire du C.A.P. passe O.P.1 après la période d'essai.

Le patron refusant de rencontrer les ouvriers, ceux-ci décidaient dans l'unité la grève jusqu'à satisfaction de leur revendication.

La grève commencée le 26 septembre au matin s'est terminée le 27 à midi avec satisfaction de la revendication.

Une fois de plus cela nous montre qu'une grève menée dans l'unité paie.

Un lecteur de l'Humanité rouge.

LA FASCISATION EN FRANCE

Cette brochure de l'« Humanité rouge » a été rééditée avec une postface

Passez vos commandes

Prix : 3 F (ajouter 20 % pour frais d'envoi)

APRES LES ELECTIONS CANTONALES

La tendance au refus des urnes s'est confirmée lors du deuxième tour des élections des « conseillers généraux », dimanche dernier, dans toute la France.

Même s'il y a eu un peu plus de votants qu'au premier tour — ce qui est toujours le cas dans ce type de scrutin à deux tours — il n'en reste pas moins qu'un nombre considérable d'électeurs n'ont pas voté. Aussi dans le camp de la bourgeoisie s'affole-t-on et prépare-t-on fièvreusement de nouvelles astuces et tromperies pour tenter de ré-intéresser les français au cirque électoraliste.

Dans le court article que nous publions ci-contre, un de nos correspondants n'en relève pas moins avec pertinence, que les illusions électoralistes subsistent et fournit d'intéressantes explications, utiles à faire connaître tout autour de nous.

Car il reste tout de même que la moitié, et même un peu plus des électeurs inscrits continuent « à y croire ». Un recul de la maladie électoraliste n'est pas encore sa défaite.

Beaucoup de gens, de très bonne foi, pensent sincèrement que dans un pays « démocratique » celui qui conquiert la majorité aux élections, doit être au pouvoir.

Ils en concluent que pour diriger un état, il suffit d'obtenir la majorité électorale. Et que cela est à la portée de n'importe qui.

Cette façon de raisonner s'appelle, depuis longtemps, la « théorie des 51 % ». C'est le type même de la pensée « logique », mais hélas métaphysique, c'est-à-dire en dehors des réalités palpables.

Or, pour raisonner juste — et que cela plaise ou non — il faut d'abord partir des réalités. Mais ça n'est pas tout. Partant des réalités il faut construire une théorie et enfin, vérifier dans la pratique si cette théorie est bien conforme à la réalité évolutive.

Dans la pratique quelle est la situation ?

Nous constatons que le pouvoir politique est actuellement entre les mains d'une certaine couche de la très haute bourgeoisie qui dispose « légalement » d'une majorité.

Cette haute bourgeoisie détient l'essentiel des moyens d'information (presse écrite, radio, télévision).

Elle peut, comme d'ailleurs elle l'a déjà fait, interdire l'existence légale de certaines organisations.

Il lui est possible de corrompre, soit par l'argent, soit par des sinécures (bonnes places) quelques éléments d'origine ouvrière qui l'aident (juste ce qu'il faut) en agitant au bon moment soit un épouvantail de droite, soit un épouvantail de gauche.

Enfin, si nécessaire, elle peut modifier la loi électorale en utilisant divers « trucs » relatifs au mode de scrutin ou au découpage des circonscriptions.

Dans la pratique les élections ont largement démontré dans notre pays qu'elles ne pouvaient vraiment servir qu'à caser ce que nous pourrions appeler la « classe politique » c'est-à-dire des personnalités soit bourgeoises soit dévoyées de leur origine ouvrière. En plus si elles ont permis parfois la mesure d'une certaine « température », ce fait non négligeable n'a jamais été déterminant.

A l'étranger c'est pour avoir cru à la « théorie des 51 % » que des peuples comme ceux indonésiens, grecs et chiliens, ont perdu tactiquement certaines grandes batailles de leur Histoire.

Pratiquement la théorie électoraliste qui devait instituer le socialisme par la voie pacifique, a jeté des millions de travailleurs dans l'amertume, le chaos et le deuil...

Comme en Italie en 1922, en Allemagne en 1933, l'électoralisme a accouché de la sanglante répression fasciste.

Sachons bien comprendre cela et l'expliquer autour de nous car, grande, grande, grande est encore, chez nous, l'illusion.

Thierry MARTIN.

LIP... RACISME... CHILI... EUROPE

QUELLE VOIE PRENDRE ?

VENDREDI 12 OCTOBRE - Salle de la Mutualité - Paris
20 H 30

MEETING HUMANITÉ ROUGE

Avec plusieurs orateurs intervenant :

- pour la défense des libertés démocratiques ;
- pour le soutien aux luttes prolétariennes et populaires ;
- contre la double hégémonie mondiale américano-soviétique.

D'ores et déjà organisez la participation collective de tous vos camarades et amis à ce grand meeting central, dont l'importance doit dépasser celle déjà positive du meeting organisé pendant la période des élections législatives sur le thème « Ce que proposent les marxistes-léninistes ! »

En avant pour un véritable meeting de masse !

La conférence de presse de Pompidou

UNE POLITIQUE AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE MONOPOLISTE

La conférence de presse de Pompidou n'aura pas apporté d'éléments nouveaux. Elle confirme l'orientation de ce pouvoir sur le plan intérieur, vis-à-vis du peuple de France, et précise des menaces. Pompidou annonce l'aggravation de l'exploitation. Il promet le blocage des salaires et le développement du chômage... le tout dans « l'intérêt des travailleurs » bien sûr. Il couvre la campagne et les crimes racistes en niant leur existence ;

Il poursuit sa tentative de réhabilitation de Pétain, ce qui confirme sa volonté de s'appuyer sur les forces fascistes.

Il se refuse à condamner explicitement les massacres au Chili, mais soutient implicitement le putsch militaire.

C'est au fond, en résumé, toute l'orientation du pouvoir. Un programme que l'on peut résumer en deux mots : Exploitation et fascisation.

LA MENACE

Après avoir annoncé à de multiples reprises que la hausse des prix allait s'arrêter ; Pompidou joue aujourd'hui une autre carte.

Afin de se donner un visage d'« honnête homme », il déclare : « Je me suis trompé ». Honnêteté feinte, car chacun est à même de juger que ce qu'il avait dit jusqu'alors n'était que mensonge.

Après qu'il nous ait dit en de multiples occasions : « Regardez donc à l'étranger, c'est encore pire », aujourd'hui il déclare : « Je cherche simplement à regarder la situation française ». Le fait est que la France est maintenant, après

l'Italie, le pays d'Europe où la hausse des prix est la plus rapide.

A la hausse des prix, deux causes à en croire Pompidou : la fatalité (Nous n'y pouvons rien) et les salariés.

Et là, Pompidou a lancé des menaces tout à fait précises : « Il n'est pas impossible qu'un jour ou l'autre nous soyons obligés d'en venir au blocage des salaires. Lorsqu'un Pompidou déclare : « Il n'est pas impossible » cela veut dire en fait que dès que ce sera possible il le fera.

« Le moment venu, nous serons peut-être

amenés à demander au pays un effort et un sens des responsabilités pour pouvoir arrêter ce développement de l'inflation. » Par pays entendez classe ouvrière et masses populaires.

Et il n'hésite pas à dire : « Ce moment viendra fatalement. » C'est au fond une déclaration de guerre que Pompidou lance ainsi aux travailleurs. Il ne faudrait surtout pas prendre ses paroles à la légère. La bourgeoisie cherchera par tous les moyens à faire supporter le poids de la crise aux travailleurs. La classe ouvrière n'aura pas d'autre voie que la lutte pour faire échouer ces projets.

« De racisme, il n'y en a pas »

Après le déchaînement de la campagne raciste, les assassinats de travailleurs immigrés, les grèves de protestation, la décision du Gouvernement algérien de suspendre l'émigration, Pompidou ne pouvait rester silencieux sur le sujet.

Et c'est un Pompidou alliant le cynisme aux grands principes « humanitaires », n'hésitant pas à nier les évidences, qui est apparu.

« ... Tout ce qui ressemble au racisme, nous l'exécrons » devait-il dire. Expliquera-t-il alors pour quelle raison un meeting raciste s'est tenu à Paris le 21 juin sous la protection des C.R.S. ? Nous dira-t-il pourquoi aucun des assassins de travailleurs immigrés n'a été arrêté ? Pourquoi, alors qu'il existe une loi condamnant les incitations à la haine raciale, aucune sanction n'a été prise contre les journaux et individus qui se sont livrés à de véritables appels au meurtre ? Pourquoi le secrétaire d'Etat, Comiti, écrivait-il y a quelques jours encore dans les colonnes du jour-

nal raciste le *Meridional* ? Et il ose nous parler de « bruit inconsidéré » alors même que des travailleurs immigrés sont tombés sous les coups des racistes criminels.

Puis il reprend l'argument déjà employé par Marcellin il y a quelques jours : le racisme est inventé de toutes pièces par « un certain nombre d'organisations extrémistes et de syndicats politiques » ; pour « preuve », Marcellin et Pompidou déclarent qu'il y a « finalement bien peu » d'assassinats dont le racisme est le mobile. Outre que ces propos sont une insulte inadmissible à la mémoire des travailleurs immigrés assassinés par les tueurs racistes, ils tendraient à faire croire qu'il n'y a racisme que lorsqu'il y a assassinat.

Ainsi, ceux qui dénoncent le racisme en seraient les responsables car, dit Pompidou : « parler des choses, c'est les créer ». Donc, il faut faire le

silence sur les campagnes racistes, sur les crimes racistes. Ce que fait Pompidou déclarant pour finir : « de racisme, il n'y en a pas ».

En agissant ainsi, Pompidou couvre en fait la campagne raciste, il l'encourage.

Et il l'encourage encore d'une autre façon : en déclarant que « le problème » est créé du fait de la concentration des travailleurs immigrés dans les grandes villes.

C'est là tenter de rejeter la responsabilité du racisme sur les travailleurs immigrés.

Tout cela pour justifier la circulaire Fontanet : « La seule solution c'est un contrôle réel de l'immigration ». En un mot : pour « éviter » le racisme, il faut contrôler les travailleurs immigrés.

Ainsi la boucle est bouclée : les victimes sont les responsables, c'est à eux qu'il faut s'en prendre. Tel est l'« antiracisme » de Pompidou.

LIP : Quand Pompidou parle de l'intérêt des travailleurs

Parlant de Lip, Pompidou devait déclarer : « L'Etat y est intervenu uniquement pour des raisons sociales et dans l'intérêt des travailleurs. »

A l'en croire, ce serait dans « l'intérêt des travailleurs » que les C.R.S. ont occupé l'usine de Palente, mitraqué des ouvriers, que des travailleurs ont été jetés en prison. Ceci ne fait que confirmer une fois encore, que les travailleurs et lui-même ont une conception radicalement différente de leurs intérêts.

Et de la même façon qu'il cherche à rendre les travailleurs immigrés responsables du racisme, il cherche à rejeter la responsabilité des licenci-

ments sur les travailleurs de Lip en parlant « des revendications syndicales, revendications qui étaient purement et simplement le maintien du statu quo, de ce statu quo qui avait conduit l'entreprise, entre autres raisons, à la faillite. »

Et se faisant l'écho du C.N.P.F. il déclare : « Nous sommes dans une période où tout bouge, où tout remue, partout, et si nous prenons cette attitude-là aussi nous nous condamnerions à rétrograder, à voir notre économie s'ankyloser et finalement à voir notre niveau de vie diminuer. »

En fait, ce qu'il exprime, c'est la crainte des

capitalistes de voir les travailleurs suivre l'exemple des Lip, de s'opposer aux plans de restructuration du capitalisme.

Il cherche à faire admettre les licenciements comme inévitables, comme la condition du « progrès » :

« Nous ne pouvons pas refuser d'aller de l'avant sous peine de réduire notre niveau de vie et de compromettre l'emploi. Il faut en avoir conscience. »

C'est là une vieille rengaine des capitalistes. Le malheur pour eux c'est qu'aujourd'hui elle ne prend plus.

L'hommage au traître

Pompidou ne rate jamais une occasion pour tenter de réhabiliter le traître Pétain. Tantôt il déclare que « l'heure est à la réconciliation », tantôt il fait fleurir la tombe du traître.

Maintenant, il tente de nous le présenter comme un des symboles de l'esprit d'indépendance du peuple français. A l'en croire, la devise « vivre libre ou mourir » aurait été celle des « soldats du maréchal Pétain à Verdun ». Et par ce biais, il ose le mettre sur le même plan que les combattants de la Résistance. Ainsi le même esprit aurait animé Pétain et la Résistance, et la boucherie impérialiste de 1914 serait semblable à la lutte contre l'occupant nazi. Toute la différence entre les deux, la voici : à Verdun, Pétain fit fusiller ceux qui refusaient la guerre impéria-

liste, la boucherie commandée par le Capital. Lors de l'Occupation, il fit fusiller ceux qui refusaient de vivre sous la botte hitlérienne. Deux guerres, deux attitudes ; une guerre injuste, contre les peuples ; et une guerre juste contre l'ennemi des peuples. A chaque fois, Pétain prend place dans le camp de l'ennemi des peuples. L'esprit qui anime un Pétain est aux antipodes de l'esprit d'indépendance nationale. Il est guidé par un seul souci : l'intérêt de la réaction, la haine du peuple.

En mettant sur le même plan une guerre injuste et une guerre juste, Pompidou ne fait qu'exprimer le fait qu'on ne peut pas faire confiance à la bourgeoisie pour défendre jusqu'au bout l'indépendance nationale, car elle est guidée

par ses intérêts de classe.

Il cherche par ailleurs à regrouper tout ce que compte la réaction pour défendre le pouvoir capitaliste. C'est là une orientation claire de ce pouvoir. Elle vise à consolider le front réactionnaire, à rallier les kollabos, les fascistes de tout poil, ceux d'hier comme ceux d'aujourd'hui. Un tel pouvoir est dangereux car il ne reculera devant aucun moyen pour se maintenir.

Même lorsqu'il fait mine de rendre hommage à la Résistance, Pompidou l'insulte encore.

Car c'est bien une insulte à la Résistance que de la comparer à celui qui restera pour l'éternité un traître, le vieux kollaborateur des nazis qui sévit sur le peuple français sous la protection des fusils de l'occupant.

CHILI : Le silence est un aveu

Non seulement Pompidou n'a pas un mot pour condamner la terreur, les massacres, le fascisme au Chili, sous le prétexte hypocrite de « non-ingérence » dans les affaires intérieures du Chili, mais encore il cherche à justifier le putsch fasciste : « ... Il faut bien dire, et tout problème d'humanité mis à part, l'expérience tentée par le président Allende, s'il n'y avait pas eu de putsch,

allait probablement, et j'ose dire, certainement, à l'échec. »

Et il semble qu'à son avis on parle trop des massacres au Chili : « Il y a eu ces derniers mois ou ces dernières années des endroits où on a tué beaucoup plus de gens encore, et on en a moins parlé... »

C'est qu'au fond, Pompidou comprend et approuve le putsch fasciste. Il sait que si besoin en était, il ne reculerait pas devant de telles méthodes. De Thiers à Pompidou il y a continuité. Une continuité que Marcellin résuma un jour en qualifiant les massacreurs de la Commune de « libérateurs ».

LES 100.000 A BESANÇON



Photo H.R.

Cent mille ! Nous étions cent mille ouvriers, paysans, employés, intellectuels, cent mille derrière les « Lip », venus des quatre coins du pays, porteurs de la solidarité de tous les travailleurs de France, cent mille à accompagner les ouvriers de Lip dans leur ville et à crier avec eux : pas de démantèlement ! pas de licenciements ! patronat et gouvernement doivent céder !

Le matin, avec cette pluie tenace et glaciale, ils étaient un peu inquiets les gars de Lip. Et aussi un peu méfiants après le demi-échec de la manifestation des Invalides, à Paris, début septembre. Ils se sont dépensés sans compter pour assurer le succès de la marche du 29. Et quel succès ! Car rien n'a pu freiner l'élan de solidarité, ni la pluie, ni l'ignoble campagne « antigauchiste » menée de concert par les réactionnaires et les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. (voir plus loin).

La lutte des « Lip » est celle de tous les travailleurs : qui osera maintenant en douter ? Même « La Nation » de ce lundi l'admet...

La solidarité exprimée si magnifiquement samedi n'est pas superficielle, fragile. Certes, beaucoup de gens s'emploieront à la détruire, mais c'est une solidarité de combat. « **Même ennemi, même combat !** » Il y avait à Besançon des représentants de toutes les usines en lutte : une forte délégation de Creusot-Loire (Saint-Etienne), où un atelier est occupé (contre les licenciements), les ouvrières de Cerisay, les Kelton, etc., et les délégations de ceux qui ont ouvert la voie par leurs luttes exemplaires : Joint-Français, Pennarroya, Péchiney-Nogueres, etc. Il y avait de nombreux paysans-travailleurs, autour de ceux du Larzac. Cette solidarité cimentée par la lutte ne restera pas sans lendemain : les cent mille l'ont crié : « **S'il le faut, nous reviendrons !** »

Une solidarité internationale aussi : bien que la police ait refoulé plusieurs cars aux frontières, de nombreuses délégations étrangères ont pu participer à la marche. Des travailleurs italiens et allemands, qui scandaient dans leur langue : « **Vive la lutte des ouvriers de Lip** », de très nombreux ouvriers horlogers de Suisse.

Par-delà la revendication immédiate concernant la lutte des « Lip », la majorité, la grande majorité des travailleurs présents à Besançon ont manifesté une exigence et une espérance plus profondes : en finir avec le système capitaliste. Et pour en finir vraiment, définitivement, avec les licenciements, les bas salaires, la misère, l'oppression :

« **une seule solution, la révolution !** » voilà ce qu'ont clamé des dizaines de milliers de manifestants, dans les cortèges des organisations politiques, et

aussi dans les cortèges C.F.D.T. qui constituaient, il faut le souligner, les 9/10^e de la manifestation syndicale.

Car une constatation s'impose : de tous les syndicats, seule la C.F.D.T. avait vraiment mobilisé. La C.G.T. n'avait que peu de représentants (Lorraine, Fédération des métaux, etc.). C'est un fait : cette puissante manifestation s'est déroulée essentiellement en dehors d'elle. Les militants cégétistes auront sans doute à cœur d'interroger leurs dirigeants sur cette relative absence de leur syndicat en cette journée historique. Et aussi, certainement, sur le départ de la C.G.T. du terrain d'accueil de Château-Farine au matin du samedi. Les dirigeants C.G.T. ont utilisé pour cela un prétexte fourni par les groupes trotskystes. Les travailleurs de Lip et leurs organisations avaient en effet indiqué qu'ils ne souhaitaient pas voir les partis politiques monter des stands à Château-Farine. Respectueux de la décision des ouvriers, l'« Humanité rouge » s'était abstenu de dresser un stand. Mais les divers groupes trotskystes sont passés outre, provoquant des incidents dont la C.G.T. prit prétexte pour se retirer.

Le succès de cette grande manifestation n'est pas donc dû à la C.G.T. Il a même été assuré en dépit des nombreuses « mises en garde » des



Fotolib

dirigeants révisionnistes du P.C.F. et de la C.G.T. (auxquelles les dirigeants de la C.F.D.T. ont fait écho). A Besançon, la droite et les réactionnaires ont orchestré une violente campagne antigauchiste : affiches de la « majorité silencieuse » mettant en garde contre les « commandos gauchistes », pressions sur les petits commerçants pour qu'ils ferment boutique, etc. Pour la droite, c'est normal. Mais que faut-il penser de cette « mise en garde »

“ S'IL LE FAUT, ON REVIENDRA ! ”

publiée dans la feuille locale du P.C.F. le « Travailleur bisontin » :

« Ne vous laissez pas détourner du chemin de l'unité et du succès. Des groupes gauchistes de toutes sortes cherchent à donner à la manifestation de Besançon un caractère bien particulier. En vérité, ils voudraient donner libre cours à toutes sortes de démarches incontrôlées et irresponsables. Notre devoir est de mettre les travailleurs en garde. Il convient d'éviter toute division, toute provocation. »

Qui a provoqué, et qui a divisé ? La population de Besançon a en tout cas tenu à manifester son soutien, que ce soit dans le cortège ou sur les trottoirs, où de nombreux habitants reprenaient les mots d'ordre de la manifestation.

On comprend mieux que sur la place Battant, où la manifestation se terminait par un meeting, le dirigeant révisionniste de la Fédération C.G.T. des Métaux n'ait recueilli que sifflets et huées lorsqu'il a voulu vanter les mérites du Programme commun.



Fotolib

et, d'être toujours les victimes. Parce que nous en avons assez d'écouter les parasites que sont les patrons. Ils sont nuisibles. »

« Ce conflit Lip est révélateur comme l'a été à une autre échelle Mai 68. Il représente un espoir. Il a montré que la classe ouvrière était imaginative. » (...)

« L'unité de tous les travailleurs est indispensable au succès de Lip, et pour les luttes de demain. Le fait que la lutte soit ouverte à tous, que Lip-Palente était une maison de verre, a permis à notre lutte de gagner largement en efficacité. » (...)

« Les sections syndicales doivent être des animateurs des luttes. Elles sont indispensables mais elles ne doivent jamais constituer un frein à l'imagination et à l'action. » (...)

« Notre action dure depuis plus de cinq mois avec la participation des travailleurs de Lip, hommes et femmes. Les responsabilités ont été largement prises en charge. Le Comité d'action a joué un rôle essentiel, composé de syndiqués et de non-syndiqués, il a permis une prise de responsabilité des travailleurs de Lip. »

diqués, il a permis une prise de responsabilité des travailleurs de Lip. »

La puissante marche sur Besançon a une portée historique pour l'avenir des luttes dans notre pays, et nous reviendrons dans nos prochains numéros sur cet événement sans précédent pour en tirer toutes les leçons et conclusions.

Dans l'immédiat, nous devons affirmer, comme les « Lip » l'ont dit, qu'il ne s'agit que d'une étape : la lutte des ouvriers de Lip n'est pas finie, nous devons continuer la solidarité pour qu'ils remportent la victoire.

Et alors, plus que jamais, ce sera la victoire de tous les ouvriers et de tous les travailleurs de France !



Fotolib



SOLIDARITÉ ACTIVE DE TOUS

Dès le départ par le train spécial, ce qui frappe, c'est la solidarité active de tous les travailleurs manuels et intellectuels qui règne. Dans la salle « des pas-perdus » de la gare de Lyon, on entend des camarades immigrés affirmer leur soutien aux « Lips » au son des tambourins. Dans le train, on se regroupe par région, ville, usine ; on discute : Chili, militantisme dans son usine... Le voyage commence. Aux haltes, les participants à la marche descendent du train, scandant « Lip, Lip, Lip, hurra ! ». Pas question que les gens qui attendent à la gare ne sachent pas que des dizaines de milliers de travailleurs convergent vers Besançon.

A Besançon : arrivée à 5 h 30 le matin, on a un peu sommeil mais des mots d'ordre fusent, des chants révolutionnaires. Il se trouve quand même des ouvrières de Lip pour, dès 6 heures, servir des petits déjeuners. Ensuite, vers 9 heures : la pluie. Cela ne diminuera pas la détermination. Il fallait attendre 13 heures pour le départ de la marche.

C'est alors que l'on a vu la solidarité des bisontins. La solidarité des bisontins, c'est l'habitant des H.L.M., où l'on se réfugie, qui nous sourit et nous encourage. C'est le couple qui invite à déjeuner 6 « marcheurs » et leur offre des vêtements secs : c'est un couple, des enseignants qui sont en grève. Pas seulement par simple solidarité, mais sur des thèmes propres qu'ils ont en commun avec les « Lip ».

— Pas de licenciements, pas de démantèlements, pas de baisse du pouvoir d'achat. La solidarité des bisontins, c'est enfin 3 000 « marcheurs », qui dans la nuit, avaient

trouvé asile dans la cité, chez l'habitant !

A 13 heures, tout le long de la rue de la manifestation un immense cortège. Mais ce n'est pas tout ! Il y a au moins 3 ou 4 cortèges qui descendent de la colline.



Fotolib

Déjà les mots d'ordre fusent : « Ce n'est qu'un début... », « Non aux licenciements ! ». Pendant quatre heures, les travailleurs manifestent dans Besançon. Ce qu'on constate, c'est la convergence des luttes, passées et présentes. Ici, le casque d'un

mineur des Potasses, là, la banderole des travailleurs d'Ivry luttant contre la circulaire Fontanet. Partout les mots d'ordre montent que Lip n'est pas une exception dans la « paix sociale ». Tous les mots d'ordre, les banderoles montrent qu'il n'y a pas séparément plusieurs luttes, mais la lutte unique des travailleurs contre les licenciements contre le démantèlement des services publics, contre la baisse du pouvoir d'achat.

Mais il y a partout un thème qui monte. On le lit sur une pancarte « Lip est la légalité de demain, vive le socialisme ! », on l'entend scandé par des dizaines de milliers de travailleurs : « Une seule solution : la révolution ! ».

A nous, communistes marxistes-léninistes, d'expliquer le sens que doit suivre la lutte des travailleurs pour y arriver : l'unité prolétarienne, l'unité populaire.

Le cortège de l'Humanité Rouge

En car, en train, en voiture, nous étions nombreux venus à Besançon pour affirmer notre solidarité. Notre cortège était placé sous le signe de « l'unité prolétarienne » et de la lutte « classe contre classe ». Aussi étions-nous à notre place : parmi les travailleurs. Les camarades, comme les autres manifestants, ne se sont pas laissés démobiliser par la pluie. Avec combativité, nous avons scandé notre soutien direct aux « Lip » : « Vive la lutte exemplaire de Lip », « Non aux licenciements, non au démantèlement », « Flics hors de Lip, à bas la répression ». Lip est un exemple parmi mille de la lutte de classe, c'est pourquoi nous avons lié spontanément Lip à Cerisay : « Lip, Cerisay vaincra », « Lip, Cerisay, vive la lutte classe contre classe ». Le cortège a vite grossi et c'est à l'unisson que le mot d'ordre « A bas le racisme, Français, immigrés, une seule classe ouvrière » fut repris.

« L'Internationale », l'hymne des travailleurs, la « Jeune garde »



jurent chantés plusieurs fois. Les drapeaux rouges claquaient au vent, l'H.R. se vendait le long de tout le cortège et les camarades engageaient des discussions partout. Les ouvriers de la C.F.D.T., parmi lesquels nous étions, reprisent souvent nos mots d'ordre.

Notre cortège, fort de 300 à 400

travailleurs, entra sous les applaudissements place Battant, pour assister au meeting. Mais après la fièvre du 29, la solidarité ne tombera pas. Dans les lycées, les bureaux, les usines, nous continueront d'affirmer notre solidarité, et « s'il le faut, on reviendra ! »

LES REVISIONNISTES ET LE CHILI

Pinochet doit maintenant payer tribut à son maître : l'impérialisme américain. Il vient de proposer l'ouverture immédiate de négociations pour indemniser les sociétés américaines nationalisées. De son côté, la Banque interaméricaine de développement a débloqué les crédits pour le Chili, maintenant que la « situation est assainie ». A part cela, il est clair que les U.S.A. ne sont pour rien dans cette affaire, comme ils se sont dépêchés de le déclarer (avec un peu trop d'empressement !) dès le lendemain du coup d'Etat ! Mais au Chili comme ailleurs, l'impérialisme américain connaîtra des difficultés.

Depuis le coup d'Etat fasciste, le peuple chilien persévère dans sa résistance, commencée dès que les hordes de Pinochet eurent tiré le premier coup de feu contre les forces populaires. Selon diverses informations, les troupes fascistes auraient perdu 2 000 hommes. Pinochet a admis lui-même à la télévision que la résistance du peuple continuait et a déclaré : « S'ils persistent dans leur position, s'ils tentent d'assassiner nos troupes dans la nuit, je n'hésiterai pas à appliquer la loi militaire. » Des groupes de travailleurs et d'étudiants ont lancé de courageuses attaques contre des casernes, des commissariats de police, des installations navales, etc.

La lutte du peuple chilien sera acharnée, difficile et longue. Les masses populaires, les millions et les millions de Chiliens qui s'étaient mobilisés ces dernières années dans la lutte antifasciste et anti-impérialiste doivent maintenant forger, dans l'ombre, leur armée révolutionnaire. C'est une tâche de longue haleine. Mais le peuple chilien l'accomplira : il ne peut supporter que la liberté et l'indépendance conquises lui soient enlevées, il ne peut pas supporter de voir les « momios » sortir triomphants de leur trou et l'impérialisme nord-américain rentrer au Chili comme dans son propre domaine. Des milliers de chiliens ont déjà sacrifié leur vie. Ils ont plié devant la puis-

sance de feu de l'adversaire fasciste, mais leur acte héroïque est d'une portée incalculable pour l'avenir de la lutte au Chili. Sans aucun doute, en fixant les soldats dans les villes, ils auront permis à de très nombreux militants révolutionnaires et progressistes de se replier et de commencer à s'organiser clandestinement pour préparer les durs et grands combats de demain.

Marx écrit il y a très longtemps : « Il faut passer des armes de la critique à la critique des armes. » Mais si « le Chili ce n'est pas la France », Marchais n'est pas Marx. Marchais nous explique que, en dépit de tout, en dépit des événements du Chili, lui et son parti s'en tiendront, face à la bourgeoisie et aux fascistes, aux seules armes de la critique. Par exemple, dans la France socialiste de demain, un torchon comme *Minute* pourra être imprimé et diffusé : il devra simplement « être combattu idéologiquement ». (Déclaration à Radio-Monte-Carlo, le 28 septembre.)

Et l'armée de la bourgeoisie ? Là, c'est un gros morceau, qui mérite peut-être qu'on lui oppose la critique des armes ? Eh bien non, si l'on en croit Jean Elleinstein, qui déclarait au journal *Le Point* le lendemain du putsch : « Enfin, tout de même, il sera plus facile en France d'obtenir l'obéissance au pouvoir légal d'une armée qui, malgré 1958 (admirez la réserve !), a de solides traditions en la matière. » Argument irréfutable, car, après tout, l'armée des Versaillais qui écrasa la Commune ne faisait, n'est-ce pas, qu'obéir au pouvoir légal de Monsieur Thiers.

Une France aux séculaires traditions démocratiques, une armée aux solides traditions d'obéissance : voilà avec quel poison les révisionnistes paralysent notre peuple dans la lutte acharnée qu'il doit livrer aux forces réactionnaires.

Dans *France Nouvelle* du 18-24 septembre, Jacques Brière, avec beaucoup de mal et de contorsions, essaie d'expliquer à ses lecteurs que la légalité, ça se respecte, et que la respecter, c'est faire beaucoup de

mal à la bourgeoisie, car « la bourgeoisie capitaliste est amenée à violer la légalité, c'est-à-dire la vider de son contenu, alors que la classe ouvrière et les forces démocratiques l'assument et la développent. » Il fallait l'écrire ! Nous espérons que les lecteurs de l'hebdomadaire révisionniste se souviennent de l'article 16, que la bourgeoisie n'aura aucun mal à « assumer » ni même à « développer » lorsqu'elle voudra s'en saisir pour défendre ses intérêts.

Les révisionnistes, après le coup d'Etat fasciste du Chili, voudraient fuir leurs responsabilités. Ils font beaucoup de bruit autour de leur « soutien » au peuple chilien en organisant une collecte (mais pour quoi faire : acheter des armes ?), mais ils censurent l'interview que la veuve du président Allende a donné à un jour-

nal mexicain, dans laquelle elle déclare que le peuple avait eu raison de réclamer des armes et que le gouvernement d'UP avait eu tort de les lui refuser. « Le peuple doit avoir son armée, à son service » a-t-elle dit.

Ils trouvent « un goût écœurant de nécrophagie » aux légitimes questions que se posent de nombreux militants sur la validité de la voie pacifique : c'est pour éviter d'y répondre.

Quant à nous, comme nous l'avons déjà expliqué, si nous entendons tirer les leçons de ce qui s'est passé au Chili et combattre les théories criminelles du passage pacifique, c'est précisément pour éviter que la bourgeoisie puisse se livrer un jour à des massacres sur des travailleurs désarmés.

Déclarations de la veuve de S. Allende

Mexico, 21 septembre 1973 (*Hsinhua*). — Dans une interview accordée hier au journal mexicain « *Excelsior* » Madame Hortensia Bussi de Allende a dit : il ne suffit pas de prendre le pouvoir par les élections. Le peuple aurait dû être armé ou avoir une armée à son service.

« Ma pensée se tourne vers les femmes qui ont toujours été fermes avec le Président. Donnez-nous des armes, demandaient-elles. Maintenant nous avons vu que le peuple a vraiment raison, puisque nous étions désarmés ». « Nous n'étions pas préparés aux bombardements ».

Elle a poursuivi : « Il est prouvé qu'il ne suffit pas de prendre le pouvoir par les votes ou élections. Après la victoire obtenue aux élections, le peuple aurait dû être armé ou avoir une armée à son service. »

Elle a indiqué que l'armée chilienne, vu son origine de classe, est une armée qui est toujours au service de la classe au pouvoir.

« Au Chili, un soldat ne sera jamais un général, un marin ne sera jamais un amiral non plus. Les officiers sont tous issus des classes moyennes ou supérieures. »

Madame Allende a indiqué : « La justice au Chili est aussi d'un caractère de classe ». Les services judiciaires, le bureau de contrôle, le congrès et la cour suprême ont entravé le travail du Président, a-t-elle ajouté.

Interrogée sur le contexte international de l'événement chilien, elle a répondu : « L'intervention étrangère avait existé dès l'investiture du gouvernement de l'unité populaire, avec l'assassinat de Schneider, qui s'est avéré déjà être mené avec l'aide étrangère. Puis se sont produites des grèves financées. Il aurait été impossible de déclencher ces grèves s'ils n'avaient pas reçu d'argent de l'étranger. La nationalisation du cuivre leur a fait mal et c'est pour ça que le boycottage U.S. a commencé. »

GOLDA MEIR A LA PORTE !

Lundi prochain, 1^{er} octobre, Golda Meir arrivera à Strasbourg, invitée au Conseil de l'Europe.

Les *Dernières Nouvelles d'Alsace* (n° 223, 25 septembre 1973) considèrent que le jour de l'arrivée du chef de l'Etat sioniste représente le « point fort » de la nouvelle session du Conseil de l'Europe.

Nous disons que cette visite constitue un véritable scandale dont les représentants de notre bourgeoisie s'accommodent et encouragent par le silence et le mensonge qui entourent la lutte du peuple palestinien.

En Alsace, où le souvenir de l'occupation nazie a laissé de nombreux souvenirs, les progressistes et, au premier rang, les marxistes-léninistes, renforceront à cette occasion la campagne d'explication et de dénonciation du caractère colonialiste, terroriste et raciste du sionisme.

Golda Meir, à ce qu'on nous annonce, vient parler du terrorisme.

De quel terrorisme s'agit-il ? Serait-ce de celui qui consiste à tenter de liquider un peuple ? Cette tentative de liquidation du peuple palestinien a commencé avec l'occupation sioniste et la fondation de l'Etat d'Israël. Elle a consisté en l'expulsion du peuple palestinien de sa propre terre. La base même de l'existence d'Israël est terroriste. Ce

terrorisme s'est allié à l'impérialisme pour entreprendre et asseoir son expansion et sa domination en terre palestinienne. En effet, après l'impérialisme britannique, c'est l'impérialisme américain qui a pris le relais et qui utilise le caractère expansionniste du sionisme pour faire d'Israël une tête de pont de l'impérialisme U.S. dans le Moyen-Orient. Le social-impérialisme ne s'y est pas trompé. En favorisant une politique de « ni guerre ni paix » au Moyen-Orient, il ferme les yeux et laisse le terrorisme sioniste agir, cela malgré les déclarations démagogiques de ses dirigeants. Il favorise même l'expansion sioniste en encourageant, et même en organisant (d'accord avec ses « partenaires » américains) l'émigration des Juifs soviétiques vers Israël. Ceux-ci, arrivant en Israël, cherchent de nouvelles terres pour s'installer. Comment les obtenir sinon en les prenant à ceux que l'histoire a installée et maintenus sur le sol palestinien depuis des siècles ?

Le national-socialisme a utilisé le même procédé et a justifié avec la même démagogie le déferlement nazi sur l'Europe. Le national-socialisme s'est appuyé sur le racisme, le sionisme fait de même. En effet, il s'agit bien de créer un Etat uniraçial dont les arabes sont

exclus. Les Palestiniens sont devenus les « juifs » des sionistes. Il y a la race juive qui détermine l'appartenance à la nation juive comme il y avait la race aryenne qui déterminait l'appartenance à la nation allemande.

Terrorisme d'Israël, racisme sioniste, est-ce de cela que Golda Meir désire parler ? Ce qui est terroriste de par sa nature, agit par le terrorisme ; venons-en aux méthodes :

— Expulsion des Palestiniens de leur terre ; un million, dès la création de l'Etat sioniste ; en 1967, le Sinaï, le Golan, la Cisjordanie sont conquis ; des milliers de Palestiniens doivent passer le Jourdain ;

— Massacres de populations, comme à Deir Yassin où les femmes, les enfants et les vieillards furent jetés dans des puits ;

— Lois terroristes justifiant l'expropriation,

— sur les propriétés des personnes absentes,

— sur les terres en jachères, etc.

— Assassinats et ratonnades que les sionistes multiplient, non seulement en Palestine occupée, mais encore dans les pays qui accueillent des résistants. Qu'il suffise de rappeler le meurtre de Mahmoud Hamchari, représentant de l'O.L.P. à Paris ;

— Emprisonnements et tortures

des résistants palestiniens et des progressistes juifs et arabes qui luttent contre la sinistre dictature sioniste. Ces tortures n'ont rien à envier à celles pratiquées par les nazis.

A tout cela, les sionistes et leurs alliés répliquent avec cynisme par le droit de légitime défense d'Israël et exaltent la puissance israélienne, ou bien, comme à Strasbourg, invitent le chef de file du terrorisme sioniste à venir défendre sa cause, avec « la vigueur et la foi qu'on lui connaît » ! (*Dernières Nouvelles d'Alsace*.)

Mais la voix de la résistance palestinienne et de tous ceux qui, nombreux, partout dans le monde la soutiennent, ne cessent de couvrir et couvriront celle, mensongère du terrorisme fasciste. Les chants de la résistance couvriront les aboiements de l'occupant sioniste.

Devant l'occupant nazi, le peuple de France s'est dressé. Devant l'occupant sioniste, le peuple de Palestine s'est dressé. Il a avec lui tous ceux qui luttent pour que triomphent la justice et la liberté.

GOLDA MEIR, DEHORS !

VIVE LA RESISTANCE DU PEUPLE PALESTINIEN !

SA LUTTE SERA VICTORIEUSE !

Correspondant H.R.

INDOCHINE : des luttes ardues

Des luttes ardues et complexes se poursuivent en Indochine, où l'impérialisme américain tente de s'accrocher désespérément... sous le couvert des Accords de Paris et de Vientiane... et de l'arrêt officiel des bombardements contre le Cambodge...

CAMBODGE : A KOMPONG CHAM ET AILLEURS...

7 500 tonneliers éliminés à Kompong Cham, 2 avions abattus le 19 et le 20, 6 vedettes endommagées le 14... tel est le bilan des 20 premiers jours de septembre. Les forces patriotiques et habitants de la ville ont coordonné leurs efforts dans la bataille ; et 30 000 citoyens ont finalement rejoint la zone libérée, tandis que le napalm et les bombes saccaient toute la région. L'AVIATION US A DE NOUVEAU REPRIS SES BOMBARDEMENTS pour tenter de sauver l'armée tonnolienne en détresse...

D'autres « secours » sont venus du Pentagone depuis le 15 août : armes à gogo, « conseils » actifs de militaires déguisés en civils, réquisition de 6 000 mercenaires « khmer-krom » recrutés au Sud-Vietnam avec la bénédiction de Thieu, regroupement des troupes thaïlandaises sur la frontière...

Le peuple cambodgien fait front et les hautes eaux n'ont pas ralenti ses succès : 23 500 soldats tonnoliens hors de combat, 134 postes détruits, 92 blindés hors d'usage, 20 avions abattus, le mois qui a suivi l'arrêt officiel des bombardements tandis qu'à Phnom Penh les masses populaires, épuisées par la course au riz et par les maladies — le choléra dans les

camps de « réfugiés » entre autres — grondent de colère et se préparent au combat final...

LAOS : UN NOUVEAU PAS EN AVANT.

Le 14 septembre dernier, a été signé à Vientiane un protocole à « l'Accord sur le rétablissement de la paix et la réalisation de la concorde nationale » au Laos.

Ce protocole fait suite à l'accord du 21 février dernier et fixe ses modalités d'application : formation d'un gouvernement provisoire d'union nationale, d'un conseil politique national consultatif chargé de préparer des élections générales, respect des libertés démocratiques, neutralisation de Luang Prabang et de Vientiane, cessez-le-feu, retrait du personnel militaire étranger, etc...

Ce protocole, acquis de haute lutte par les patriotes lao vigilants à l'égard du sabotage et des tentatives de coup d'état de l'extrême droite pro-américaine, témoigne de la volonté d'union du peuple lao et de la position de force du Front patriotique. Une lutte difficile et complexe se poursuit au Laos ; nous l'évoquerons plus longuement dans un prochain numéro du journal.

VIETNAM : CONTRE THIEU, TORTIONNAIRE ET AFFAMEUR.

Au Vietnam également, les luttes politiques et armées de l'après-accord de Paris sont ardues et complexes...

Thieu, soutenu et encouragé par Washington, viole gravement le cessez-le-feu ; il mène des opérations d'empiètement contre le territoire contrôlé par le GRP,

armé de pied en cape par des armes US transférées illégalement au Sud-Vietnam et « conseillé » par des dizaines de milliers de militaires US ; il terrorise la population de la zone qu'il contrôle, entasse les patriotes plus nombreux encore dans ses géôles et réquisitionne le peu de riz que produisent encore les zones saïgonnaises durement éprouvées par la guerre — sols dévastés et 1,3 millions d'hommes sous les drapeaux...

A Saïgon, la terreur règne... et la famine guette ; les écoliers abandonnent la classe pour rapporter quelques piastres au foyer ; dans le centre Vietnam, on manque déjà cruellement de riz... Thieu-tortionnaire mérite aujourd'hui l'odieux titre de « Thieu-l'affameur ».

Dans les rangs des patriotes triomphe l'esprit d'union nationale et de concorde, mais aussi l'attitude de la riposte du tac au tac et de la vigilance attentive ; les intérêts fondamentaux du peuple vietnamien que représente le GRP, sont tenacement défendus et conquis. Ainsi l'exprime Mme Thi Binh dans une interview au journal algérien « Ech Chaab » :

« Bref, cette présente phase de la lutte vise à réaliser un Sud Vietnam pacifique, indépendant, neutre et prospère et à s'acheminer vers la réunification pacifique de la patrie. Bien que notre lutte soit encore difficile et complexe, nous bénéficions néanmoins de conditions fondamentales favorables. La balance des forces au Vietnam a sans cesse évolué en faveur de notre lutte. C'est pourquoi nous regardons l'avenir avec optimisme et nous sommes absolument certains de notre victoire finale. »

Le loup déguisé en agneau

Le 24 août dernier, devant le X^e Congrès du Parti communiste chinois, Chou En-laï, qui, entre autres fonctions, exerce celle de Premier ministre du Gouvernement chinois, s'est adressé aux dirigeants sociaux-impérialistes de Moscou en ces termes :

« Puisque vous désirez tellement une détente dans la situation mondiale, pourquoi ne pas prouver votre sincérité par une ou deux actions, par exemple en retirant vos troupes de la Tchécoslovaquie ou de la république populaire de Mongolie, en restituant au Japon ses quatre îles septentrionales ? La Chine, qui n'a pas envahi ni occupé les territoires d'autres pays, devrait-elle céder aux révisionnistes soviétiques l'ensemble des territoires chinois situés au nord de la grande muraille pour montrer qu'elle est en faveur de la détente internationale et désire améliorer les relations sino-soviétiques ? Le peuple chinois ne se laissera ni tromper ni intimider. Les controverses entre la Chine et l'Union soviétique sur les questions de principe ne doivent pas empêcher la normalisation de leurs relations d'état à état sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique, et la question de frontière sino-soviétique doit être réglée pacifiquement, au moyen de négociations menées à l'abri de toute menace.

Depuis lors, la propagande révisionniste soviétique fait grand tapage sur les propositions de normalisations des relations d'Etat à Etat lancées par Brejnev.

Mais tout est fait pour dissimuler la réalité qu'a dévoilée Chou En-laï.

Que font donc sur le territoire d'autrui, notamment à proximité de la Chine, des centaines de milliers de soldats et officiers de l'armée social-impérialiste de Moscou ?

Une négociation est-elle possible de la part des gouvernants chinois « sous cette menace » ?

C'est un peu comme un brigand qui met en joue un homme paisible et lui propose, ainsi, de discuter pour s'entendre !

Démasquons partout la duplicité honteuse des traîtres de Moscou, « socialistes en paroles, mais impérialistes dans les faits » !

Brejnev n'est pas un agneau pacifique, mais un loup affamé, en proie à la dure crise intérieure de son Etat social-fasciste et capable de tout pour se sortir d'affaire. Aucune confiance ne peut être accordée à ce loup déguisé en agneau.

Faites connaître les sages propos de Chou En-laï.

Aux côtés des Forces armées populaires révolutionnaires, les F.A.L. (Forces armées locales) regroupent dans chaque village les miliciens et miliciennes, armée de paysans qui combattent sur tous les fronts à la fois. C'est en tenant fermement le fusil qu'ils ont arraché leur indépendance. Prévoyant l'indépendance prochaine, Amilcar Cabral en traçait ainsi le chemin :

« Sur le terrain la lutte armée ne cessera cependant pas de se développer, car les diplomates ne font jamais que consacrer les conquêtes que les anti-impérialistes arrachent par les armes... »

Avec les peuples frères du Mozambique et de l'Angola, la jeune république de Guinée Bissao avance irrésistiblement vers de nouvelles victoires contre le colonialisme, l'impérialisme et la réaction.

GUINÉE-BISSAU : un peuple en arme impose son indépendance

Il y a moins d'un an, Amilcar Cabral, secrétaire général du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du cap Vert (P.A.I.G.C.) annonçait la décision de son parti de proclamer l'indépendance de la Guinée que les forces coloniales s'obstinaient à appeler « portugaise ». Peu après il était lâchement assassiné par les services secrets des fascistes portugais. Mais la mort des martyrs n'arrête pas la marche de l'Histoire. Bien au contraire.

Le 24 septembre dernier l'objectif auquel Amilcar Cabral avait consacré sa vie était atteint. La République indépendante de Guinée Bissao est née. « Etat souverain, républicain, démocratique et anticolonialiste », il s'est donné comme premier objectif « la libération totale du peuple de Guinée Bissao et du cap Vert et la construction de ces deux territoires pour l'édification d'une patrie africaine forte et en marche vers le progrès. »

Déjà reconnu par nombre d'états dans le monde, nul doute que la Guinée Bissao ne soit bientôt le 136^e membre de l'O.N.U.

Cette indépendance officiellement proclamée vient sanctionner une situation de fait. Plus des deux tiers du territoire (36 000 km²) et de la population (600 000 habitants) sont déjà contrôlés et administrés par le P.A.I.G.C. et les institutions que le peuple s'est données : assemblées populaires locales, régionales et nationales ; tribunaux ; écoles et hôpitaux du peuple.



Forces armées patriotiques de Guinée.

Malgré les bombes, le napalm, les herbicides quotidiennement déversés par les avions des fascistes portugais, l'édification du pays avance à grands pas.

Depuis le début de la guerre — qui dure depuis dix ans déjà — il y a eu sept fois plus d'enfants scolarisés dans les zones libérées, que sous l'occupation coloniale ! La production des cultures vivrières, la santé de la population se sont considérablement améliorées malgré le

déluge de fer et de feu qui s'abat sur la brousse et la forêt.

Cette grande victoire marque une étape décisive pour la libération de tous les peuples africains qui luttent encore dans les fers du colonialisme. Elle est le fruit de la lutte exemplaire d'un peuple en armes, déterminé à conquérir l'indépendance et la liberté, quel qu'en soit le prix. Car en Guinée Bissao, tout villageois, homme ou femme, est un combattant.

LE N° 3 DE PROLETARIAT PARAITRA LE 10 OCTOBRE

AU SOMMAIRE :

- Un monde en plein bouleversement
(à propos de la politique social-impérialiste en Europe et dans le monde)
par Henri Jour
- L'armée sans fusil
(Le rôle des intellectuels et artistes révolutionnaires à partir des enseignements de Yen-an)
par Michelle Loi
- Lip : Une suite et un début
par André Colère
- L'expérience historique du Parti communiste chinois dans l'édification d'un parti M.-L.
par Gaston Lespoir
- **Document du Chili**
Face à l'offensive réactionnaire, unir tout le peuple pour la lutte
(article de « Causa M.-L. », organe du Parti communiste révolutionnaire (M.-L.))
- **Document d'Albanie :**
La production marchande et la loi de la valeur
- **Notes de lecture :**
 - Le défi révisionniste de Georges Marchais
 - La C.I.A. et le Cambodge (Sihanouk)
 - L'hypothèse chinoise (Jacoviello)
- **Cinéma :** L'Europe « enculturée »
par le cinéma américain
(Patrick Duval)
- **Cours n° 3 :**
La nation

PASSEZ VOS COMMANDES SANS TARDER
à « PROLETARIAT », 17 rue du Sentier, Paris 2°

Des lecteurs nous écrivent...

Malakoff, le 28/9/1973
Chers camarades,
Ami sincère de votre journal, je viens vous avertir d'une nouvelle assez désagréable mais qui ne vous étonnera certainement pas. J'écris à l'instant à l'A.A.F.C. pour l'informer de la mesure d'interdiction qui a frappé l'hebdomadaire « Pékin-Information » à la bibliothèque municipale de Malakoff, depuis notamment le compte rendu (n° 35-36) du X^e congrès du P.C.C. J'avais, avec l'accord de la responsable à la bibliothèque, demandé à l'A.A.F.C. d'envoyer « Pékin-Information » (abonnement d'un an) à la bibliothèque de Malakoff. Ce qui avait aimablement été fait (gratuitement) aux alentours de Pâques 1973.

Aujourd'hui, l'interdiction de « Pékin-Information » nécessitait que je demande une entrevue au maire adjoint chargé des affaires culturelles.

Cette entrevue obtenue, il en ressort que :

1° La décision d'interdire « Pékin-Information » revient au maire adjoint chargé des affaires culturelles et à lui seul ;

2° Les « raisons » de l'interdiction sont :

« Pékin-Information » est :

— Un journal pour la guerre (et de la guerre on arrive vite au fascisme) ;

Mon père est coiffeur pour hommes, un petit salon dans un quartier populaire. Parce que les hommes portent les cheveux plus longs ils est obligé de fermer à 57 ans. Il se retrouve sans travail, et n'a pas trouvé à vendre son fonds, qu'il avait payé si cher à son retour de captivité (7 ans en tout dans l'uniforme), ce fonds pour qui nous nous privions.

57 ans, il ne bénéficie pas de la loi qui aide à partir de 60 ans les artisans qui cessent leur activité. Sans travail dans une ville de province d'où la jeunesse part à cause du chômage. A 57 ans, l'impression de n'avoir servi à rien ! Peut-être 200 F de retraite par mois.

— Un journal qui va dans le sens de la guerre froide ;

— Un journal contre la détente internationale ;

— Ce n'est même pas une revue, mais un ramassis de « trucs » pour la guerre ;

— Pour le renforcement de l'« Europe capitaliste ».

Enfin voici la conclusion de cette série d'« arguments » :

« Pourquoi ne pas exposer les écrits de la junte militaire chilienne ? » (!)

3° « Pékin-Information » ne reparaitra plus à la bibliothèque.

Voilà où nous en sommes.

Ce n'est pas la première atteinte à la liberté d'expression de la part du P.C.F., hostile à ce que la Chine et l'Albanie aient la possibilité d'informer les masses populaires.

Jugez de ce qu'on appelle normal, ici, quand à la démocratie en matière de liberté d'expression !

Indignés de cette grave atteinte aux principes démocratiques élémentaires, nous lançons à ce jour une action afin de protester.

Action dont nous vous rendrons compte dans les plus brefs délais.

Avec admiration pour la juste lutte que vous menez.

Salutations chaleureuses.
Un ami d'HR.

Il est au P.C.F., il a eu confiance dans le Programme Commun, on lui disait le 1^{er} janvier : « t'en fais pas, en mars tout va changer ! ».

Qu'est-ce qui change tant que le « capital est le bien le plus précieux » ?

Par contre, dans un pays socialiste comme en Albanie, en Chine, on ne met pas au grenier l'homme dont le métier disparaît, on ne le traite pas comme une machine usée ; « l'homme le capital le plus précieux ».

— « Eh bien camarade, si tu n'as plus de cheveux à couper, tu es adroit, courageux, on a toujours besoin de toi dans notre société, au service du peuple ».

SOUSCRIPTION PERMANENTE

1 vieille travailleuse (70 ans)	1
CDHR Gemnitz	120
1 militant	0,50
1 enseignant	10
CDHR F. Yveton 2 ^e versement	185
Sur un marché	5
Sur un marché	1
Léon	30
Pour sauver l'HR	108
Des camarades du nord	60
Soutien d'un militant breton à la suite position de HR sur la question nationale en France	9
CDHR province	60,50
Soutien HR	1
Pourboire d'une serveuse	12
Soutien à HR	6
Pourboire d'une serveuse	12
Un CDHR de province	103,50
Contribution au combat d'HR, Mlle B. C.	100
1 camarade de Bretagne	100
2 camarades allemands M.N.	271
Des camarades de l'est	160
Des enseignants de l'ouest	20
G. Louise Michel	34
Pour une lutte efficace Vive la Révolution CM	10
CDHR est	80
Dubois	25
Georges	20
Serge	17
Des sympathisants	17
CDHR F. Yveton B	100
CDHR J. Staline C.	8
1 ouvrier de chez Michellin	20
1 ouvrier sur un marché	3
Des lecteurs	3,40
En plus de mon réabonnement à HR, pour soutenir le journal J.S.	140
HR Vaincra ! Alain	5
En supplément à réabonnement, V. de M.	4
Pour que HR poursuive son juste combat prolétarien	10
Un cheminot	10
Soutien lecteur	0,50
Sur le marché	2,30
CDHR E. Varlin	15
CDHR PVC	50
CDHR Dimitrov	53
1 c. d'Ulm	25
CDHR Cl. Fabien	50
B.D.T.	90
J.A.	100
En supplément à réabonnement	8
CDHR Hapriot	68
Pour que vive une presse libre et révolutionnaire	10
1 travailleur de Palaiseau	50
En supplément réabonnement HR	108
Souscription du comité de Rédaction	205
Total de la semaine	3 427,70
Total général pour régler les dettes de la souscription de HR	361 234,06

Albanie Aujourd'hui N° 10 est paru

AU SOMMAIRE :

- Le discours de Mehmet Shehu au VII^e Congrès de l'Union des Femmes d'Albanie.
- La stratégie et la tactique du P.C.A. pendant la lutte de libération nationale.

- Armée populaire - Armée de la révolution.
- Le développement économique et social de l'Albanie.
- L'intelligentsia en régime socialiste.
- L'anarchisme comme théorie et pratique contre-révolutionnaire, etc...

PASSEZ VOS COMMANDES A :
E. 100 - B.P. 120 - 75962 PARIS
PRIX DU NUMERO : 2,50 F

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

SOUTIEN A LIP

Marché Saint-Denis	95,85
La Plaine	29,80
Marché Auber	65,05
Total	190,70

ALGER : un démenti cinglant aux sociaux-impérialistes

« A notre avis, le danger particulier est représenté par les tentatives de diviser les pays non alignés aux états socialistes, de priver les états en voie de développement de leurs alliés naturels et les plus sûrs. »

Ce sont paroles de Brejnev dans son message à Houari Boumediène, à la veille de la Conférence d'Alger.

Une mise en demeure impérialiste

Autrement dit : « Pas de critiques contre l'Union soviétique, s'il vous plaît ». Brejnev aime à donner des ordres ; et son ton de commandement révèle qu'il « oublie » une petite chose : l'avis des pays non alignés. S'il est vraiment « leur allié naturel et le plus sûr », pourquoi le crier sur les toits ? Ne sont-ils pas assez grands pour distinguer leurs amis de leurs ennemis ?

Détourner l'attention...

Mais la première mise en demeure en cache une autre :

« Pour nous, poursuit-il, la ligne de partage principale dans le monde actuel passe non pas entre les « grands » et les « petits », les « riches » et les « pauvres », mais entre les forces du socialisme, du progrès et de la paix, et celles de l'impérialisme, du colonialisme et de la réaction qui leur font face. »

L'envoi n'est pas nouveau, coup parmi d'autres d'une série de tirs d'artillerie lancés de Moscou. Déjà le 29 août, l'Agence Tass a titré un commentaire :

« Pays pauvres ou pays nantis, à quel genre de terme est-il favorable ? »

Réponse : une diatribe en règle... contre la République populaire de Chine. Les « *Isvestia* » ont repris la même musique :

« Pékin impose au mouvement non aligné la notion de riche et de pauvre. »

Mais n'est-ce pas Brejnev... qui très officiellement tente d'imposer son point de vue... à Alger ? La presse occidentale lui emboîte le pas et la Conférence d'Alger... devient « la querelle Moscou-Pékin au sein du tiers monde » ; on fait le compte des délégations, de leurs sympathies... Si l'on pouvait étouffer la grande voix des peuples...

Une attaque contre les non-alignés...

Tout cela, c'est de la frime. Car, c'est l'ensemble des pays non alignés que la mise en demeure vise au fond. La formulation « pays pauvres, pays riches », n'est pas une formulation chinoise... Le président Boumediène l'a utilisée à la télévision égyptienne, le 18 août dernier, rénovant avec la thèse adoptée à l'unanimité à la conférence de Lusaka, des pays non alignés, en septembre 1970.

... « Les riches continuent de s'enrichir et les pauvres restent dans la misère ».

D'autres dirigeants des pays non alignés l'utilisent fréquemment... Mais pourquoi donc gêne-t-elle Brejnev et pourquoi mêle-t-il la Chine à cette affaire ?

Alors que Brejnev met en demeure Alger, un vice-président du Soviet suprême, en visite au Mexique, déclare dans une interview au journal *El Dia*... : « Le monde est effectivement divisé en pays riches et pauvres ». Il faudrait accorder vos violons messieurs. Et il ajoute pressé :

« L'Union soviétique est un pays riche ; cela ne fait aucun doute, mais sa richesse ne provient pas de l'exploitation des peuples d'autres pays. »

Qu'on le sache : l'U.R.S.S. est un supergrand ! Mais les dirigeants de Moscou n'aiment pas que les peuples le disent, car ils redoutent leur colère et leur lutte.

... qui échoue

Il y a bientôt vingt ans, quand Norodom Sihanouk parlait de « neutralité », Foster Dulles voulait lui faire dénoncer le « danger communiste » et exalter le « monde libre ». Aujourd'hui alors que les pays pauvres s'opposent aux « riches » qui les exploitent, Brejnev intervient : « D'accord, mais surtout pas de critiques envers nous ! »

Mêmes méthodes, mêmes conceptions du monde des « grands » qui font la loi. Même échec cinglant, car les peuples adultes et fiers n'ont que faire des ordres de Washington et de Moscou... La lettre de Brejnev a fort mécontenté les délégations à la conférence d'Alger ; et il n'est que Castro pour se faire ouvertement le porte-parole servile de Moscou...

L'échec des sociaux-impérialistes est bien plus profond encore... Car sur le fond, aucune de leurs vues n'a triomphé ; la conférence a été le lieu de divergences et de contradictions, c'est vrai. Mais l'aspect principal reste une attitude anti-impérialiste renforcée qui est un démenti vivant des thèses et des pratiques des sociaux-impérialistes. Le coup de semonce de Brejnev se retourne contre lui, alors que les peuples et les pays ouvrent les yeux et désignent clairement leurs ennemis :

« Le colonialisme, le sionisme et l'apartheid, le néocolonialisme, l'impérialisme et toutes les formes d'hégémonie étrangère. »

(Discours d'ouverture de Boumediène.)

Des démentis cinglants

Contre la théorie de la « détente »

Dans son discours d'ouverture, le président Boumediène, se faisant l'écho de tous les non-alignés a indiqué :

« D'un côté, on proclame l'avènement de la détente et les bienfaits de la coexistence pacifique et de la coopération, de l'autre, c'est la poursuite des guerres coloniales, les implantations militaires, le renforcement des bases stratégiques, les manœuvres de division et la manipulation des conflits armés, en passant par toutes les tentatives de vassalisation au moyen de l'ingérence politique et de l'agression économique. »

Moscou parle de « détente » et de « désarmement »... tandis qu'elle accélère sa course aux armements tant « classiques » que « nucléaires ». Comment pourraient-ils croire à la « détente », tous les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui avaient leurs mers occupées par les flottes U.S. et soviétiques, les îles isolées transformées en bases stratégiques ; eux qui subissent pressions et manœuvres de toutes sortes des deux impérialismes, eux qui sont en guerre depuis tant d'années pour leur libération et leur indépendance ? Y a-t-il « détente » au Moyen-Orient où les deux supergrands maintiennent sciemment l'état de « ni guerre ni paix » ? Y a-t-il détente dans le Golfe Arabe où les appétits pétroliers des superpuissances conduisent les flottes ennemies et provoquent des tensions incessantes ? Y a-t-il détente au Cambodge où l'agression U.S. se poursuit sous les yeux avides de Moscou qui relègue une place à prendre ?

Non la « détente » est un phénomène de surface qui masque une lutte à mort des deux impérialismes... dont les peuples du monde font et feront les frais... La conférence d'Alger ne s'y est pas trompée :

« Il n'y aura pas de paix véritable et de développement véritable tant que la prétention à régenter le monde n'est pas éliminée » a souligné le président Boumediène au début de la conférence.

Contre l'hégémonie, le pillage et le contrôle

« Pas de partage de la planète, même à l'amiable », a-t-il déclaré à une autre occasion, conscient de l'entente soviéto-américaine pour se répartir le monde en sphères d'influence et des manœuvres des sociaux-impérialistes pour un repartage à leur avantage...

Des exemples ont été cités à la conférence : la présence ancienne de la VI^e Flotte U.S. dans la méditerranée, la présence plus récente de la Flotte soviétique, les pressions de Moscou pour installer une base stratégique en Libye... Autres faits : la violation de la limite de 200 milles marins en Amérique latine, le refus de signer le protocole additionnel qui vise à faire de l'Amérique latine une zone dénucléarisée, le refus de faire de l'océan Indien une « zone de paix », proposition soutenue par le Sri Lanka et 26 autres pays concernés, etc.

Dans sa déclaration finale, la conférence a solennellement affirmé :

« Il s'agit enfin d'affermir leur indépendance par l'exercice effectif de la souveraineté nationale contre toute hégémonie, c'est-à-dire le rejet de toute forme de subordination, de toute ingérence et de toutes pressions qu'elles soient politiques, économiques et militaires. »

Cela vise les impérialismes ancien style ; cela vise aussi le « social impérialisme » qui use des mêmes méthodes que l'ancien pour réaliser de fabuleux profits :

— Il vend à prix élevé et achète à bas prix, accentuant l'échange inégal contre lequel s'élève le tiers monde. Ainsi, il achète le gaz naturel irakien 18,6 pennies le m³ et le revend... 400 pennies !...

— Il vend des marchandises aux pays sous développés sans tenir compte de leurs besoins ; en 1967, l'Inde avait besoin d'engrais chimiques... elle a reçu des machines soviétiques !... En 1971, 40 % des exportations soviétiques vers les pays arabes sont des machines et équipements démodés et de qualité inférieure.

— Les bénéficiaires de son « aide » sont contraints à rembourser ; en 1971-1972, l'Inde a emprunté 223,5 millions de roubles à l'U.R.S.S... mais devait lui rembourser 409,1 millions de roubles d'anciennes dettes !...

Cette « aide » économique du plus pur style impérialiste s'assortit de pressions politiques et militaires... Ainsi certains pays arabes du Moyen-Orient reçoivent du matériel militaire soviétique... mais il est strictement interdit aux Arabes d'utiliser les armes stockées pour combattre les agresseurs américano-sionistes !... « Conseillers » et pilotes soviétiques préparent l'infiltration social-impérialiste et la construction de bases stratégiques... Et quand cela ne suffit pas, les bonnes vieilles méthodes C.I.A. version Moscou ne sont pas dédaignées... au Soudan, il y a deux ans par exemple.

La Conférence d'Alger n'a pas

nommément condamné ces exactions social-impérialistes... et d'autres encore mais gageons que bien des méfaits de Moscou étaient à l'esprit et au cœur des participants quand ils ont dénoncé avec fermeté l'impérialisme et l'hégémonie de grande puissance.

Pour le soutien effectif aux luttes de libération nationale...

Restent certains points où la politique social-impérialiste a été vivement démentie et rejetée.

La question palestinienne, d'abord, dans leur déclaration finale :

« Les pays membres de la Conférence demandent que tous les états, et plus particulièrement les Etats-Unis d'Amérique s'abstiennent de fournir à Israël des armes ou tout appui politique, économique et financier lui permettant de poursuivre sa politique expansionniste et agressive. »

Brejnev entendra-t-il cet appel, lui qui se proclame un « allié naturel et des plus sûrs », des peuples non alignés ? Les impérialistes américains fournissent les armes, les sociaux-impérialistes fournissent les hommes pour les utiliser, Juifs soviétiques au haut niveau technique et scientifique. 32 000 émigrés soviétiques en 1972, 50 000 estimés pour 1973... près de 1 million attendus dans les dix ans à venir par le vice-Premier ministre israélien, Allon. Brejnev va-t-il cesser cet... appui économique et militaire de premier ordre aux sionistes israéliens ?

La question cambodgienne, enfin. Toujours dans la déclaration finale :

« Les participants déclarent que le seul gouvernement légal et légitime du Cambodge est le G.R.U.N.K. présidé par le prince Sihanouk, chef de l'Etat, et demandent instamment à tous les pays non alignés de procéder instamment à sa reconnaissance. »

Des pays non alignés, qui ne l'avaient déjà fait ont répondu à cet appel ; Brejnev va-t-il l'entendre enfin, cesser toute relation avec Lon Nol et sa clique et soutenir réellement le peuple cambodgien dans sa lutte de libération nationale ? Les sociaux-impérialistes de Moscou ne semblent pas avoir cette intention... Cet été, tandis que les Forces armées patriotiques encerclaient Phnom Penh de toutes parts, les fonctionnaires de l'ambassade soviétique auprès de Lon Nol... creusaient des abris contre l'avancée des patriotes... Ils ont des ordres : tenter d'imposer une « solution politique » de trahison, placer leurs pions pour une ingérence soviétique en Asie du Sud-Est, préparer l'avenir au social-impérialisme, et pour cela, partager la vie et la mort avec la clique Lon Nol s'il le faut...

Comment les peuples du tiers monde et les pays non alignés peuvent-ils croire aux palabres de Brejnev sur son « strict respect des droits souverains et non-immixtion dans les affaires d'autrui ».

Les patriotes cambodgiens savent à quoi s'en tenir là-dessus ; ils ne sont pas les seuls.

Au fond les mises en demeure de Brejnev à la Conférence d'Alger ne sont pas surprenantes, venant de ceux qui pratiquent chaque jour le pillage, le contrôle et la subversion ; sans doute, ont-elles ouvert les yeux à certains encore trompés par les discours « socialistes » des impérialistes nouveau style. Et cela n'est pas l'un des moindres succès de la Conférence d'Alger : renforcer la mobilisation de 2 milliards d'hommes contre le danger principal, la lutte pour l'hégémonie des deux superpuissances.

Camille GRANOT

24 ans après sa fondation, la République Populaire de Chine

UN PUISSANT BASTION DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT



En célébrant aujourd'hui le vingt-quatrième anniversaire de la République populaire de Chine, nous fêtons un puissant bastion de la dictature du prolétariat.

Lorsque, le 1^{er} octobre 1949, le grand dirigeant du Parti communiste et du peuple chinois, Mao Tsétoung, proclama du haut de la place Tien An-Men la naissance de la Chine du peuple, ce fut un rude coup porté à l'impérialisme et à la réaction mondiale, une inestimable victoire du marxisme-léninisme et de la pensée-Mao Tsétoung, un inestimable renfort aux combats révolutionnaires du prolétariat et de tous les peuples opprimés. D'un coup, après une lutte prolongée de plusieurs dizaines d'années, le plus nombreux peuple de la terre brisait ses chaînes, brisait un long et douloureux passé d'oppression, d'exploitation, de famine, d'épidémies et de bien d'autres maux encore liés à la domination féroce du féodalisme, du capitalisme bureaucratique et de l'impérialisme étranger. Cette victoire n'avait été possible que sous la juste direction du Parti communiste chinois ayant à sa tête Mao Tsétoung. Dès lors, la Chine allait, confondant son histoire avec celle du Parti communiste, marcher de victoire en victoire, remportant des succès toujours plus grands dans la lutte de classe, l'expérimentation scientifique et la lutte pour la production.



La plus récente et la plus grande victoire dans la consolidation de la dictature du prolétariat après la Grande Révolution culturelle prolétarienne a été l'élimination de l'ennemi camouflé, Lin Piao. Les complots que celui-ci tramait n'étaient rien d'autre qu'une tentative pour renverser la dictature du prolétariat pour le compte des ennemis intérieurs, propriétaires fonciers et capitalistes, et des ennemis extérieurs sociaux-impérialistes soviétiques et impérialistes américains.



Cette victoire a stimulé encore plus le prolétariat et le peuple chinois qui élève chaque jour plus sa conscience sur les formes de la continuation de la lutte de classe dans les conditions de la dictature du prolétariat. C'est ainsi qu'un vaste mouvement de lutte et de critique des idées erronées et de réforme du style de travail a permis au peuple chinois de surmonter de graves calamités naturelles (sécheresse et inondations), d'aller de l'avant dans l'édification du socialisme : la République populaire de Chine contrairement à tous les pays révisionnistes qui se disent socialistes tels l'U.R.S.S., n'a ni dettes extérieures ni intérieures, les prix y sont stables quand ils ne baissent pas, chacun mange à sa faim et les marchés sont prospères, et dans tous les domaines touchant à l'éducation et à la santé du peuple, à la science et à la technique de grands succès ont été enregistrés.



Ainsi la République populaire de Chine apporte-t-elle une contribution toujours plus grande à la révolution mondiale. Car il ne faut jamais oublier lorsque l'on prête attention aux succès du peuple chinois que ces succès sont aussi des victoires du prolétariat et des peuples du monde qui bénéficient du soutien politique, et matériel de la Chine socialiste.

Pour cette raison les impérialistes et les révisionnistes sociaux-impérialistes nourrissent une haine profonde à son égard. Les dirigeants du Kremlin ont massé plus d'un million d'hommes ultra-équipés à ses frontières et préparent activement une guerre d'agression.

Nous sommes persuadés que s'ils se lançaient dans une telle aventure, Brejnev et consorts précipiteraient le social-impérialisme soviétique vers sa fin. La République populaire de Chine qui représente l'idéal vivant des héroïques communards de 1871, continuera de déjouer toutes les tentatives pour renverser de l'intérieur ou de l'extérieur, la dictature du prolétariat.

VIVE LES 24 ANS DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE
DE CHINE !

VIVE LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS !

VIVE LE PRESIDENT MAO !

